

11/08/2025

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 239 du 11 août 2025**

Hausse des factures d'électricité et de gaz

A partir du 1^{er} août, la TVA sur les abonnements d'électricité et de gaz passe de 5,5% à 20% selon les décisions actées par la loi des Finances 2025. Cette mesure devrait rapporter un surplus de recettes d'au plus 1,5 milliards d'euros (dont environ 900 millions d'euros auprès des ménages).

Cette hausse découle d'un arrêt de la Cour de Justice européenne du 7 mars 2018 qui considère que des éléments indissociables d'un même service doivent être soumis au même taux de TVA (donc le gouvernement aurait pu aligner le taux de TVA sur la consommation, 20%, sur celui de l'abonnement, 5,5%). Les autorités françaises avaient contesté cet avis, en dissociant le service lié au réseau et aux branchements (abonnement) et celui de la fourniture d'énergie, en vain.

De fait, le consommateur paie les kWh et son abonnement à son fournisseur qui reverse l'abonnement aux gestionnaires de réseaux. C'est bien donc le fournisseur qui paie le service d'usage des réseaux à leurs gestionnaires, pas le consommateur. Bref, il y a bien des services différents entre acteurs différents. Tout ceci paraît bien compliqué mais il s'agit du résultat de la libéralisation et de la concurrence. Dans la situation antérieure avec des monopoles intégrés (production-réseaux-fourniture) nationalisés, le raisonnement de la Cour européenne eût été correct mais sans effet car qui dit monopole nationalisé, dit décision politique nationale (quel qu'en soit, par ailleurs, la teneur).

L'Union européenne n'avait pas imposé de délais aux Etats membres pour l'alignement de leurs règles sur celles émises par la Cour européenne. Apparemment, le gouvernement Bayrou en a ressenti soudain l'extrême urgence.

Une usine en France

Safran (11% du capital détenu par l'Etat, 60% par des fonds d'investissement anglo-saxons) a finalement choisi la France pour son usine de freins carbonés aéronautiques alors que des solutions alternatives aux Etats-Unis et au Canada avaient été envisagées.

L'usine (450 millions d'euros d'investissement à terme) sera opérationnelle en 2030 avec une pleine puissance de production en 2037. Elle nécessitera la présence d'une centaine de salariés avec un doublement des effectifs à l'horizon 2037.

Safran a choisi la France qui offrait des meilleures conditions en termes d'infrastructures, d'énergies (moins chères) et ... de subventions. L'Etat soutient le projet avec une subvention de 15 millions d'euros et la Région Auvergne Rhône Alpes (l'usine sera construite dans le parc industriel de la plaine de l'Ain) 16 millions d'euros. Nous ne comprenons pas pourquoi cette décision est saluée avec autant de satisfaction par les autorités : Safran (issu de la fusion de la SNECMA et de SAGEM) est un groupe majeur dans les secteurs stratégiques de la défense. C'est bien la moindre des choses qu'il installe ses usines en France, non ?

Les vacances : pas pour tout le monde !

Nous sommes en pleine période des vacances d'été. Pourtant le droit aux vacances pour les salariés est pour beaucoup d'entre eux inconnu, c'est ce que confirme dans une étude l'*Observatoire des Inégalités*¹. Cette étude est confirmée par les données de l'INSEE² en la matière.

Selon ces études 40% des français ne partent pas en vacances, mais si 76% des plus aisés partent en vacances, seulement 42% des plus modestes le font.

L'étude de l'Observatoire des inégalités conclue que : "*Pour partir, il faut d'abord en avoir les moyens. Seuls 42 % des personnes aux revenus inférieurs à 1 285 euros mensuels ont quitté leur domicile, contre 76 % de celles qui disposent de plus de 2 755 euros (données de janvier 2024). Transport, hébergement, activités : les vacances coûtent cher et toute une partie des ménages n'ont pas de moyens suffisants pour partir. Les aides financières aux vacances sont insuffisantes.*"

Paris : 230 sans abris ont passé la nuit de mardi à mercredi devant la mairie pour réclamer un logement.



Mardi 5 août plus de deux cents personnes ont passé la nuit devant la mairie de Paris pour réclamer un logement. L'association d'aide aux étrangers qui a organisé cette manifestation précise qu'il s'agit de familles : " Il y a des femmes enceintes et environ 80 enfants : 17 d'entre eux ont moins de 3 ans, et il y a une quinzaine de filles mineures ", ajoutant, "*Il n'y a pas que des exilés ou des primo-arrivants sans-papiers, il y a aussi des personnes qui ont la nationalité française ou des titres de séjour, mais qui ont basculé dans la misère et qui n'ont plus la possibilité de se procurer un logement*".

L'association Utopia 56 attend de l'État des solutions d'hébergement d'urgence, ce d'autant qu'il n'y a jamais eu autant de personnes à la rue en France : environ 350.000, déplore le délégué général d'Utopia 56. "*Ce que nous constatons depuis dix ans, depuis qu'Utopia 56 existe, c'est le manque de volonté politique*", critique-t-il, appelant à la réquisition des bâtiments vides et "*des millions de mètres carrés vides et des bureaux vides à Paris*".

Le 10 juillet, une grève a débuté simultanément sur tous les chantiers Arabelle Services.

Le mouvement a été déclenché par un projet d'accord sur les conditions des itinérants, supprimant un grand nombre d'acquis sociaux, à la suite d'un redressement URSSAF. Les salariés ont réagi par une mobilisation massive et coordonnée. Ensemble, ils ont fait reculer la direction,

Ils ont gagné une première bataille.

Ils ont regagné la prime symbolique et historique d'incommodité, qui vient reconnaître les sollicitations physiques difficiles sur chantier.

Ils ont regagné le voyage conjoint, qui permet à un proche de les rejoindre sur chantier. Ils ont regagné la méthode de calcul du temps de voyage, qui définit le nombre d'heures de voyage payées. Ils ont regagné une partie du panier posté, qui vient compenser une partie des frais de repas et de collation. Et pour finir, ils ont en plus obtenu la reconnaissance des contraintes de l'éloignement qui pèsent lourd dans la vie sociale et familiale des itinérants.

Soutien au camarade Nicholas H. de l'Entreprise Orano

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie **réprouve avec la plus grande vigueur la procédure de licenciement engagée à l'encontre de notre camarade Nicolas H.**, militant CGT chez ORANO DS. Elle lui exprime toute sa solidarité et celle des syndicats de la métallurgie.

L'Inspection du Travail a formellement refusé le licenciement, estimant que les faits reprochés étaient insuffisamment établis, et que les droits du salarié n'avaient pas été respectés. Une seconde procédure a été lancée par les mêmes protagonistes. Elle a de nouveau été rejetée par l'Inspection du Travail.

La FTM-CGT exige l'annulation complète de la procédure de licenciement et que justice soit faite.

Sauvons NOVASCO ! Sans acier, pas d'industrie

Après les PSE chez ArcelorMittal, encore un coup dur pour la sidérurgie avec une situation très inquiétante pour les salariés de NOVASCO.

Depuis le 22 juillet, les salariés d'Hagondange bloquent leur site à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT et CFE-CGC.

Aucune offre, ni même marque d'intérêt actuellement pour le site d'Hagondange, qui est pourtant le plus important du groupe, avec plus de 400 salariés.

Le 11 août, le tribunal de commerce de Strasbourg se prononcera sur un potentiel redressement judiciaire.

Les salariés et les syndicats vont continuer le combat pour sauver leur entreprise et les emplois. La FTM CGT apporte toute sa solidarité et son soutien aux salariés en lutte et appelle les syndicats de la métallurgie à venir soutenir les camarades de NOVASCO.

Oise : La CGT cheminots lance une pétition contre la dégradation du service en gare

À la suite de l'annonce de la fermeture définitive des guichets des gares de Saint-leu-D'esserent, Précy-sur-Oise et Nanteuil-le-Haudouin en octobre prochain, la **CGT cheminots** lance une **pétition** appelant à une **mobilisation** : " *pour un service public de proximité, humain, accessible à toutes et tous* ". Elle ajoute que, de plus, que « des guichets verront leur amplitude horaire diminué dans les gares de Beauvais, Orry-la-Ville, Chantilly, Noyon ou encore Pont-Ste-Maxence ». Le syndicat pointe la responsabilité du conseil régional des Hauts-de-France qui : " *valide des fermetures de gares et des réductions d'ouverture des guichets* ".

La FNIC-CGT appelle à l'action : opposons le rapport de force à l'austérité

Dans un tract la FNIC-CGT³ développe les raisons de développer l'action, constatant que : " *l'heure n'est plus aux constats, aux questionnements ni à l'indignation mais à la révolte ! C'est dans l'action et la grève que nous aurons des réponses !*". La FNIC-CGT appelle à l'action et aux grèves Le 10 septembre 2025, et affirme : " *faisons de cette date la révolte de notre classe pour exiger*" :

- L'augmentation des salaires et le refus d'une année blanche.
- L'interdiction des 7 jours de carence et la suppression des jours fériés.
- la suppression des aides publiques, l'interdiction des exonérations de cotisations sociales, la suppression des franchises médicales et forfaitaire.

La grève fait reculer la direction d'Atalian Grenoble

Mercredi 23 juillet, les grévistes d'Atalian ont fait reculer la nouvelle entreprise qui venait de reprendre le marché du nettoyage de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) à Grenoble.

À chaque reprise de marché, environ tous les trois ans, c'est la même angoisse pour les femmes de ménage qui s'attendent encore une fois à de sales coups de la part du nouveau prestataire, avec la complicité du donneur d'ordre. Si la réglementation de la convention collective (ex-annexe 7) protège les salariés qui restent en place, elle y met des restrictions à la reprise des salariés en maladie, ceux qui n'ont pas six mois d'ancienneté, et d'autres finesses dont seuls les patrons sont capables pour ne pas devoir reprendre tout le monde et faire des économies de postes.

Les patrons avaient décidé d'Atalian en ne reprenant pas quatre salariés sur dix-huit au total.

La totalité des travailleuses, toutes à la CGT, se sont mises en grève immédiatement. Elles refusaient faire le travail à la place de leurs camarades mises hors du site. Les grévistes ont déjà une bonne expérience de lutte, certaines d'entre elles ayant fait un mois de grève sur un autre chantier, l'an dernier.

Au bout de deux jours de grève totale et déterminée, Atalian reculait, tout le monde était repris et les deux jours de grève étaient payés. Une victoire d'autant plus appréciée que cette disposition, consistant à supprimer des effectifs à chaque changement de prestataire, est habituellement subie puisque « légale ». Les grévistes ont montré qu'il n'y a aucune raison d'accepter cette légalité à la sauce patronale.

Sur le site Neuhauser de Fürst, un grave accident du travail

Main happée dans une machine : la direction de Neuhauser tente de dissimuler un grave accident du travail. Jeudi 31 juillet, un ouvrier a eu la main aspirée par une machine alors qu'il nettoyait sa ligne de production. Un accident du travail grave que la direction a tenté de dissimuler, en refusant d'avertir les syndicats.

Ce jeudi 31 juillet, sur le site Neuhauser de Fürst, un grave accident du travail s'est produit. Alors qu'un ouvrier était en train de nettoyer sa ligne de production, sa main a été aspirée dans une machine. Alors que la direction est censée immédiatement signaler tout accident aux élus du CSE et du CSSCT, elle a tenté d'étouffer l'affaire. Après l'accident, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui sont venus avertir leurs syndicalistes. Deux élus se sont ensuite rendus dans le bureau de la direction afin de demander des informations. Elle leur a claqué la porte au nez.

Alors que la direction a passé son année à réprimer les travailleurs du site qui s'étaient mobilisés contre le licenciement du délégué syndical CGT, Christian Porta, elle expose désormais les travailleurs à des risques graves, en cherchant à augmenter ses marges par tous les moyens, quitte à dégrader sévèrement les conditions de travail. Les conditions de travail chez Neuhauser se sont durcies cet été, la direction refusant d'embaucher suffisamment de travailleurs pour tenir les cadences : trois accidents du travail, dont celui-ci, ont été recensés lors du mois de juillet.

Derrière chaque accident, il y a une succession de décisions politiques des patrons qui veulent toujours faire plus de profit : le manque de formation, les machines défectueuses et non réparées, l'augmentation des cadences, l'obligation de travailler en période de canicule, la répression des syndicats et des ouvriers lanceurs d'alerte, etc. Des décisions soutenues par les gouvernements successifs et qui s'inscrivent dans le sillage des ordonnances Macron, qui ont notamment supprimé les CHSCT

Loin d'être une anomalie, ces événements dramatiques témoignent de la réalité du système capitaliste

La Gaîté-Lyrique, exsangue après trois mois d'occupation, lutte toujours pour sa survie

Le lieu culturel parisien doit trouver 1 million d'euros pour passer 2025 et sauvegarder une cinquantaine d'emplois. Ses responsables redoutent d'être « lâchés » par la Mairie de Paris.

La Gaîté-Lyrique a accueilli jusqu'à 450 réfugiés rassemblés par le Collectif des jeunes du parc de Belleville évacué par la Préfecture de police, le 18 mars.

Désormais, des cadenas entravent les portes de la Gaîté-Lyrique, toujours mise hors d'état d'agir. La directrice générale, Juliette Donadieu, se bat pour la survie d'un lieu dévolu aux arts numériques et à la création contemporaine. Trois mois d'occupation, sept mois de fermeture, 3 millions d'euros de pertes d'exploitation, mais une reprise d'activité (très) progressive depuis le 4 juin – deux concerts organisés et une programmation événementielle hors les murs – qui permet d'éviter la cale sèche. Le trou dans sa trésorerie trop béant pour autoriser une réouverture au public. Il faut trouver 1 million d'euros pour passer 2025 et sauvegarder une cinquantaine d'emplois.

La Gaîté-Lyrique, portée par un consortium de cinq actionnaires – les associations Arty Farty, Makesense, Singa, qui naviguent entre art et activisme, le média Arte et les éditions Actes Sud –, se tourne spontanément vers la Mairie de Paris. L'institution tutélaire est propriétaire du bâtiment et finance le lieu à hauteur de 30 %. Les 70 % de recettes propres – pour un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros – sont à l'os depuis la fermeture. Les représentants de la Gaîté-Lyrique partagent le sentiment d'un décalage entre le soutien affiché par les adjoints concernés et la maire de Paris elle-même, qui semble sourde aux appels à l'aide. Depuis plusieurs semaines, la direction de la Gaîté-Lyrique multiplie les réunions techniques avec les services de la Mairie et attend de rencontrer Anne Hidalgo

Monde

Inde : retour sur la grève ayant immobilisé l'Inde.

Le 9 juillet 2025, 250 millions de travailleurs ont pris part à la grève Bharat Bandh – termes Hindi voulant dire « Arrêter l'Inde » (« Shut down India »). Certains la décrivent comme la plus grande grève de l'Histoire.

L'appel de grève lancé par 10 syndicats majeurs visait à s'opposer au Premier ministre d'extrême droite Narendra Modi ainsi qu'à ses politiques de privatisation des entreprises étatiques et son nouveau code du Travail qui restreint énormément les droits des travailleurs indiens.

Selon les syndicats, les exploitations minières ont été interrompues dans plusieurs régions et de nombreux trains ont été bloqués par les manifestants présents sur le réseau. Enfin, un grand nombre de banques, assureurs, entreprises, supermarchés, postes et écoles se sont vu obligés de fermer par manque de main d'œuvre.

Les demandes des travailleurs incluent : de meilleurs salaires, l'arrêt des politiques de privatisation, le retrait de la nouvelle loi travail, l'attribution des postes vacants dans le secteur du gouvernement mais aussi l'augmentation du prix minimum d'achat du riz et du blé ainsi que le retour à l'ancien régime de retraite.

États-Unis : grève chez Boeing au cœur de la machine de guerre US



Les travailleurs de Boeing établissent des liens entre leur grève et le capitalisme et la guerre

Plus de 3.200 travailleurs de Boeing dans le Missouri et l'Illinois en sont maintenant à leur quatrième jour de grève contre le sous-traitant de la défense. La grève a paralysé la production de trois usines de la région de Saint-Louis qui fabriquent des composants pour la machine de guerre des États-Unis, notamment des avions de combat

F-15 et le chasseur furtif F-47 que le président Trump a désigné comme le chasseur de nouvelle génération de l'armée de l'air. Il s'agit de la première grève dans ces usines depuis 1996.

La grève a éclaté après que les travailleurs ont rejeté à une grande majorité la deuxième proposition de convention collective de Boeing, qui était soutenue par la section locale 837 de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aéronautique (AIMTA). Les travailleurs exigent la fin de décennies de reculs négociés par les syndicats, qui comprenaient la stagnation des salaires dans un contexte d'inflation galopante, des échelles salariales à deux vitesses et l'élimination des pensions payées par l'entreprise.

Selon l'accord rejeté, il faudrait 12 ans aux nouveaux employés pour atteindre le salaire maximum. L'augmentation salariale de 20 % sur quatre ans ne concernerait qu'un petit nombre de travailleurs et ne permettrait pas de faire face à l'inflation qui a dévasté le niveau de vie. Les travailleurs ont également rejeté le programme de travail alternatif (AWS) proposé par Boeing, qui aurait imposé quatre quarts de travail consécutifs de 10 heures ou trois quarts de travail consécutifs de 12 heures.

La grève intervient alors que Boeing a obtenu un contrat de 20 milliards de dollars de l'administration Trump pour construire l'avion de combat F-47 en vue de préparatifs de guerre contre la Chine. Les usines de Saint-Louis produisent également des armes pour l'attaque israélienne contre Gaza, notamment des F-15 livrés dans le cadre d'un contrat de 20 milliards de dollars annoncé en novembre 2024.

Les commentaires des travailleurs sur les réseaux sociaux révèlent la profondeur de l'opposition aux propositions de Boeing et les conditions générales auxquelles est confrontée la classe ouvrière.

Bon nombre des responsables syndicaux qui ont « négocié » cette capitulation ont ensuite été dénoncés par une enquête du FBI sur la corruption pour avoir détourné l'argent des cotisations des travailleurs et accepté des pots-de-vin de la direction. Comme l'a dit un cadre, ces pots-de-vin visaient à maintenir les bureaucrates syndicaux « gras, stupides et heureux ».

Selon le *World Socialist site* : *"Le travailleur de Boeing a également établi un lien entre la crise économique et des questions politiques plus larges. « Trump est un désastre pour l'économie américaine. Ce type est comme un tireur fou. Je n'ai aucune idée de ce qu'il pense. Personne ne sait exactement ce qu'il pense.*

« Et sous son mandat, nous continuons à mener toutes ces guerres. Nous menons les guerres d'Israël. Nous utilisons nos ressources pour attaquer d'autres pays, ce qui détériore considérablement notre qualité de vie. »

La grève dans les usines de défense de Boeing représente un défi direct à la machine de guerre à un moment où la classe dirigeante se prépare à de vastes conflits militaires. L'administration Trump a déjà fait savoir qu'elle considérerait cette grève comme une menace pour la sécurité nationale, les médias mettant en garde contre les perturbations de la production d'armes.

Le plus grand obstacle auquel sont confrontés les travailleurs n'est pas la direction de Boeing, mais la bureaucratie de l'AIMTA, qui fonctionne comme un prolongement de la direction de l'entreprise et de l'État. Le syndicat a saboté la grève de 30000 machinistes dans le nord-ouest du Pacifique l'année dernière et s'efforce d'isoler la grève actuelle.

Les travailleurs de Boeing doivent organiser une lutte non seulement contre la direction de Boeing, mais aussi contre l'appareil de l'AIMTA, et former des comités de la base indépendants pour coordonner leur lutte avec les travailleurs de tout le pays. La lutte chez Boeing s'inscrit dans une vague montante de résistance de la classe ouvrière qui doit être organisée en dehors des bureaucraties syndicales corrompues et reliée à la lutte plus large contre la guerre et le système capitaliste qui la motive."

Belgique complice du génocide en Palestine en expulsant Mohamed Khatib

Aujourd'hui, l'État belge a décidé de retirer le droit d'asile à Mohamed Khatib, coordinateur du réseau [#Samidoun](#) en Europe. Cet acte administratif est en réalité un acte profondément politique. Il s'inscrit dans une stratégie globale de répression des voix solidaires de la Palestine et d'alignement inconditionnel sur la politique d'Israël.

Samidoun communique à ce sujet : *"Nous refusons que cette décision soit traitée comme une simple "procédure" administrative : elle est une sanction politique contre un militant qui a consacré sa vie à défendre les prisonnier-es palestinien-nes, à briser le mur du silence sur les crimes commis contre un peuple colonisé depuis 1948, et à relier la cause palestinienne aux luttes anti-impérialistes et antiracistes dans le monde.*

Une complicité belge qui ne dit pas son nom.

Pendant que l'armée israélienne bombarde Gaza, coupe l'eau, détruit les hôpitaux et affame plus de deux millions de personnes, la Belgique déroule le tapis rouge à ses représentants, leur ouvre ses institutions, et ferme les yeux sur leur participation active à des crimes contre l'humanité.

Pire encore, des soldats israéliens viennent en Belgique pour danser et s'amuser à Tomorrowland, puis repartent, reposés, vers les zones de guerre pour continuer à participer au siège et au massacre du peuple palestinien. Ces

images d'insouciance, tolérées par l'État belge, sont une insulte aux familles qui pleurent leurs morts sous les décombres à Gaza.

Pendant ce temps, les Palestinien·nes et leurs soutiens subissent ici la répression"

Samidoun appelle à la lutte contre la répression des militant·e·s qui soutiennent la cause palestinienne : " Nous appelons toutes les organisations syndicales, antiracistes, féministes, étudiantes, culturelles et politiques à se joindre à une mobilisation de masse dans toutes les villes de Belgique.

Occupons les espaces publics.

Interpellons les institutions belges et européennes.

Organisons des campagnes de boycott contre les intérêts israéliens.

Nous ne laisserons pas la Belgique devenir un terrain de chasse pour les politiques répressives dictées par un État colonial. Nous refusons que la solidarité avec un peuple opprimé devienne un crime.

La Belgique veut faire taire la vérité. Nous ferons plus de bruit.

Pas de paix sans justice, pas de justice sans libération de la Palestine.

[#JeSuisSamidoun](#). Nous sommes toutes et tous Samidoun.

[1](https://www.inegalites.fr/depart-vacances) [https://www.inegalites.fr/depart-vacances ; https://www.inegalites.fr/Les-riches-sont-deux-fois-plus-nombreux-a-partir-en-vacances-que-les-plus](https://www.inegalites.fr/Les-riches-sont-deux-fois-plus-nombreux-a-partir-en-vacances-que-les-plus)

[2](https://www.insee.fr/fr/statistiques/1374551?sommaire=1374564) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1374551?sommaire=1374564>

[3](https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2025/08/TRACT-APPEL-A-LA-GREVE-LE-10-SEPTEMBRE.pdf) <https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2025/08/TRACT-APPEL-A-LA-GREVE-LE-10-SEPTEMBRE.pdf>

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service